

# RÈGLEMENTS

## PROVINCE DE QUÉBEC

### Municipalité Saint-Marcel-de-Richelieu

#### RÈGLEMENT NUMÉRO 21-448

#### ***RÈGLEMENT CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION ET ALLOCATION DES DÉPENSES DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-MARCEL-DE-RICHELIEU***

**ATTENDU QUE** la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c. T-11 001), permet au conseil municipal de fixer, par règlement, la rémunération du maire et des conseillers ;

**ATTENDU QUE** la Municipalité a adopté, lors de séances ordinaires de son Conseil municipal, le règlement portant le numéro 19-433, 12-382 pour établir la rémunération et l'allocation des élus municipaux, lesquels règlements ont tous été abrogés et remplacés ;

**ATTENDU QUE** le Conseil municipal juge nécessaire de réviser le règlement portant le numéro 19-433 concernant la rémunération et l'allocation des élus municipaux ;

**ATTENDU QUE** le projet de règlement relatif au présent règlement a été présenté lors de la séance du conseil du 15-11-2021 et qu'un avis de motion a été donné le 15-11-2021 ;

**ATTENDU QU'** un avis public a été publié conformément aux modalités de l'article 9 de la Loi sur le traitement des élus municipaux ;

#### **En conséquence,**

Il est proposé par madame Sylvie Viens,

Appuyée par madame Isabelle Houle,

Et il est résolu à l'unanimité des conseillers présents qu'il soit ordonné et statué par le présent règlement ce qui suit, savoir :

#### **ARTICLE 1 : PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement fait partie intégrante du présent règlement.

#### **ARTICLE 2 : OBJET**

Le présent règlement fixe le traitement des élus municipaux.

#### **ARTICLE 3 : RÉMUNÉRATION DU MAIRE**

La rémunération annuelle du maire est fixée à 7 589.53\$ pour l'exercice financier de l'année 2022, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération du maire sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 8 du présent règlement.

#### **ARTICLE 4 : RÉMUNÉRATION DU MAIRE SUPPLÉANT**

À compter du moment où le maire suppléant occupe les fonctions du maire et jusqu'à ce qu'il cesse son remplacement, le maire suppléant reçoit une rémunération équivalente à trois mois du salaire du maire, les mois subséquents il reçoit la rémunération qui lui est payée à titre de membre du conseil.

# RÈGLEMENTS

## **ARTICLE 5 : RÉMUNÉRATION DES AUTRES MEMBRES DU CONSEIL**

La rémunération annuelle des membres du conseil municipal, autre que le maire, est fixée à 2529,81\$ pour l'exercice financier de l'année 2022, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de la rémunération des membres du conseil municipal sera ajusté annuellement en fonction de l'indexation prévue à l'article 8 du présent règlement.

## **ARTICLE 6 : COMPENSATION EN CAS DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES**

Tout membre du conseil peut recevoir paiement d'une compensation pour perte de revenu si chacune des conditions ci-après énoncées sont remplies :

- a) l'état d'urgence est déclaré dans la Municipalité en vertu de la *Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., c. S-2.3)* suite à un événement survenu sur le territoire de la Municipalité;
- b) le membre du conseil doit gérer, coordonner ou autrement participer aux interventions devant être effectuées par la Municipalité en raison de cet événement;
- c) le membre du conseil doit s'absenter de son travail pour une période consécutive de plus de quatre (4) heures et subir une perte de revenu pendant cette période d'absence.

Si le membre du conseil remplit les conditions prévues au présent article, il recevra, suite à l'acceptation du conseil, une compensation égale à la perte de revenu subie. Le membre du conseil devra remettre toute pièce justificative satisfaisante pour le conseil attestant de la perte de revenu ainsi subie.

Le paiement de la compensation sera effectué par la municipalité dans les trente (30) jours de l'acceptation du conseil d'octroyer pareille compensation au membre du conseil.

## **ARTICLE 7 : ALLOCATION DE DÉPENSES**

En plus de la rémunération payable en vertu du présent règlement, le maire ainsi que tout membre du conseil reçoit une allocation de dépenses équivalente à la moitié de leur rémunération fixée par les présentes, étant entendu que pour tout exercice financier subséquent, le montant de l'allocation de dépenses sera ajusté annuellement en fonction de la rémunération sous réserve du montant de l'allocation de dépenses maximal prévu à l'article 19 de la *Loi sur le traitement des élus municipaux* ainsi du partage de l'allocation de dépenses prévu par l'article 19.1 de cette loi.

## **ARTICLE 8 : INDEXATION ET RÉVISION**

La rémunération payable aux membres du conseil doit être indexée annuellement, en date du 1<sup>er</sup> janvier, en fonction de l'indice des prix à la consommation publié par Statistique Canada pour la province de Québec encouru lors de l'année précédente.

Malgré ce qui précède, une révision de la rémunération payable aux membres du conseil sera effectuée et déterminée dans un délai de soixante (60) jours suivants le jour des élections municipales générales devant être tenues en vertu de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités (L.R.Q., c. E-2,2)*. La rémunération des membres du conseil ainsi déterminée sera en vigueur et payable aux membres du conseil à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la tenue de ces élections.

## **ARTICLE 9 : Rémunération- Année électorale**

Lors d'une année électorale, le maire et les membres du conseil sortant reçoivent pour le mois de novembre de ladite année électorale, une rémunération proportionnelle au nombre de jours qu'il a servi la municipalité durant le mois de novembre.

# RÈGLEMENTS

## **ARTICLE 10 : Allocation de dépense- Année électorale**

Lors d'une année électorale, le maire et les membres du conseil sortant reçoivent pour le mois de novembre de ladite année électorale, l'allocation de dépense proportionnelle au nombre de jours qu'il a servi la municipalité durant le mois de novembre.

## **ARTICLE 11 : TARIFICATION DE DÉPENSES**

Sous réserve des autorisations pouvant être requises auprès du conseil municipal et du dépôt de toute pièce justificative attestant de la nécessité du déplacement, lorsqu'un membre du conseil doit utiliser son véhicule automobile afin d'effectuer un déplacement pour le compte de la Municipalité, un remboursement au montant par kilomètre effectué est accordé au taux en vigueur au règlement des frais de représentation.

## **ARTICLE 12 : MODALITÉ DE VERSEMENT**

La rémunération sera répartie en quatre (4) versements égaux payables le premier lundi du mois en question, soit : avril, juillet, octobre et janvier.

## **ARTICLE 13 : ABROGATION DE RÈGLEMENTS**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement 19-433, 12-382.

## **ARTICLE 14 : APPLICATION**

La directrice générale et secrétaire-trésorière est responsable de l'application du présent règlement.

## **ARTICLE 15 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Adopté à Saint-Marcel-de-Richelieu, ce 6 décembre 2021.

\_\_\_\_\_

Mairesse

\_\_\_\_\_

Directrice générale et greffière-trésorière

Avis de motion : 15 novembre 2021

Dépôt et présentation du projet : 15 novembre 2021

Adoption du règlement : 6 décembre 2021

Publication : 7 décembre 2021

Entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 2022